

Rapport financier semestriel

30 juin 2019



Rapport financier semestriel

Semestre clos le 30 juin 2019



Le présent rapport financier semestriel porte sur le semestre clos le 30 juin 2019 et est établi conformément aux dispositions des articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Il a été diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il est notamment disponible sur le site de notre société www.april.com (section Investisseurs / Informations réglementées / Rapports financiers semestriels).

1

Attestation du responsable

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Lyon, le 5 septembre 2019

Monsieur Emmanuel Morandini
Directeur général

2

Rapport semestriel d'activité

1. CHIFFRES CLES ET COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE

Le groupe APRIL enregistre, pour les six premiers mois de l'année 2019, un chiffre d'affaires consolidé de 526,5 M€, en croissance de 7,0 % en publié par rapport à l'an dernier, et un résultat opérationnel courant en progression de 17,5 % à 49,5 M€.

A la suite de cette annonce, Emmanuel Maillet, Directeur général adjoint du groupe APRIL, a déclaré :

« Nous avons enregistré de bonnes performances opérationnelles lors de ce premier semestre 2019. Le courtage est en hausse sur nos deux branches d'activité, Santé-Prévoyance et Dommage, et notamment sur nos marchés phares, ce qui contribue à la hausse de nos principaux indicateurs financiers.

Au cours du semestre, nous avons aussi initié la transformation du groupe vers un modèle plus ouvert et multimarque : notre gamme d'assurance de prêt inclut aujourd'hui des produits APRIL et des produits de marques représentatives du marché telles qu'AXA et plus récemment Generali. Cette gamme enrichie sera disponible sur notre Marketplace dont le lancement est imminent, ce qui nous permettra de garantir à nos courtiers partenaires l'accès à la meilleure offre pour répondre aux besoins de chacun de leurs clients.

Enfin, nous avons continué le recentrage du groupe, en cédant notamment des activités non stratégiques, comme la santé locale au Royaume-Uni et en Irlande, et l'assurance dommage en Colombie. »

1.1 Groupe

Groupe (IFRS - en M€)	S1 2019	S1 2018	Variation
Chiffre d'affaires consolidé	526,5	492,1	+ 7,0 % PF : + 4,1 %
<i>Commissions et honoraires de courtage</i>	289,9	261,0	+ 11,1 % PF : + 5,5 %
<i>Primes d'assurance</i>	236,6	231,0	+ 2,4 % PF : + 2,3 %
Marge brute	234,6	221,6	+ 5,8 %
Résultat financier	9,0	5,5	+ 62,4 %
Résultat opérationnel courant	49,5	42,2	+ 17,5 %
Résultat opérationnel	37,2	42,3	- 12,2 %
Résultat net (part du groupe)	14,0	27,5	- 49,0 %

Le Conseil d'administration statuant sur l'arrêté des comptes sociaux et consolidés semestriels d'APRIL s'est tenu le 5 septembre 2019. Les comptes ont fait l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes et le rapport financier est disponible sur le site Internet du groupe.

APRIL a enregistré, au cours du premier semestre de l'exercice 2019, un chiffre d'affaires consolidé de 526,5 M€, en hausse de 7,0 % en publié par rapport au premier semestre 2018.

Détail de l'évolution du chiffre d'affaires de 2018 à 2019 - en M€

Chiffre d'affaires consolidé au 30/06/2018	492,1
Impact des effets de change	+ 0,1
Acquisitions	+ 15,5
Déconsolidations	- 1,7
Chiffre d'affaires proforma au 30/06/2018	505,9
Croissance des commissions et honoraires de courtage	+ 15,2
Croissance des primes d'assurance	+ 5,4
Chiffre d'affaires consolidé au 30/06/2019	526,5

Le **chiffre d'affaires** proforma du premier semestre 2018 s'élève à 505,9 M€. Il neutralise des effets de change non significatifs sur la période (+ 0,1 M€) et intègre des variations nettes de périmètre pour + 13,7 M€. Celles-ci correspondent notamment à l'intégration de Benecaid en avril 2018 et de La Centrale de Financement en septembre 2018, qui contribuent à la branche Santé-Prévoyance, ainsi qu'aux cessions d'activités ayant eu lieu au cours du second semestre 2018 en Lituanie, Turquie, Serbie et Roumanie, qui contribuaient à la branche Dommage.

Ainsi, à périmètre et change constants, les primes d'assurance à fin juin 2019 ressortent en croissance de + 2,3 % à 236,6 M€. Les commissions de courtage s'élèvent quant à elles à 289,9 M€ et affichent une hausse de + 5,5 %, portées par la croissance des deux branches d'activité d'APRIL (+ 7,4 % pour la branche Dommage et + 4,3 % pour la branche Santé-Prévoyance).

Cette dynamique de croissance se retrouve dans la **marge brute**, qui ressort en hausse de 5,8 % à 234,6 M€. Cette croissance résulte d'une hausse de 8,5 %, à 208,2 M€, des activités de courtage et d'une baisse de 11,2 % du portage de risque, à 26,3 M€.

Le **résultat financier** du premier semestre s'établit à 9,0 M€, en hausse de 4,5 M€, dont 2,0 M€ correspondent à des plus-values sur cession d'actifs financiers et 2,1 M€ à la mise à la juste valeur des actifs, en application de la norme IFRS 9.

Le **résultat opérationnel courant** s'élève à 49,5 M€, en hausse de 17,5 % par rapport au premier semestre 2018. En excluant l'impact de la variation de la mise à la juste valeur des actifs lié à IFRS 9, qui représente 3,8 M€, la croissance est principalement portée par la bonne dynamique de la branche Santé-Prévoyance.

Sur la période, les cessions et restructurations opérées par le groupe ont entraîné des charges qui représentent l'essentiel des 12,3 M€ d'éléments non courants enregistrés sur la période. Le **résultat opérationnel** ressort ainsi à 37,2 M€, en baisse de 12,2 %.

Après application d'une charge d'impôt estimée à 21,7 M€ et d'une dotation complémentaire pour risque fiscal de 5 M€, le **résultat net (part du groupe)** s'établit à 14,0 M€, contre 27,5 M€ pour le premier semestre 2018.

1.2 Branche Santé-Prévoyance

<i>Branche Santé-Prévoyance (IFRS - en M€)</i>	S1 2019	S1 2018	Variation
Chiffre d'affaires consolidé	332,0	302,3	+ 9,8 % PF : + 4,5 %
<i>Commissions et honoraires de courtage</i>	191,7	168,3	+ 13,9 % PF : + 4,3 %
<i>Primes d'assurance</i>	140,4	134,0	+ 4,7 % PF : + 4,7 %
Marge brute	152,0	137,7	+ 10,4 %
Résultat financier	6,4	5,4	+ 19,8 %
Résultat opérationnel courant	48,0	43,5	+ 10,3 %

En Santé-Prévoyance, la hausse du chiffre d'affaires de 9,8 % en publié se décompose en une hausse des commissions de courtage de 13,9 % en publié (+ 4,3 % en proforma), et une hausse des primes de 4,7 % en publié et proforma.

La hausse des primes d'assurance est portée par la croissance des portefeuilles en santé et prévoyance destinée aux particuliers.

La bonne croissance des commissions de courtage est liée principalement aux activités d'assurance de prêt, qui bénéficient de l'intégration de La Centrale de Financement. Les activités de santé internationale et de santé et prévoyance individuelle sont en hausse.

La hausse de la marge brute (+10,4 % à 152,0 M€) est portée par l'intégration de La Centrale de Financement, la croissance des activités de santé internationale, ainsi que le développement des activités de santé et prévoyance destinées aux particuliers et aux professionnels.

Le résultat opérationnel courant de la branche s'établit à 48,0 M€, en hausse de 10,3 % par rapport au premier semestre 2018. Il bénéficie notamment de la hausse de marge brute sur la période et de mesures d'optimisation des coûts.

1.3 Branche Dommage

2 Branche Dommage (IFRS - en M€)	S1 2019	S1 2018	Variation
Chiffre d'affaires consolidé	195,2	191,0	+ 2,2 % PF : + 3,1 %
<i>Commissions et honoraires de courtage</i>	98,6	93,6	+ 5,4 % PF : + 7,4 %
<i>Primes d'assurance</i>	96,6	97,4	- 0,8 % PF : - 1,0 %
Marge brute	82,6	83,9	- 1,6 %
Résultat financier	1,6	0,9	+ 82,2 %
Résultat opérationnel courant	5,7	5,7	+ 0,5 %

En Dommage, la hausse du chiffre d'affaires de 2,2 % en publié se décompose en une croissance des commissions de courtage de 5,4 % en publié et 7,4 % en proforma, ainsi qu'une légère baisse des primes de 0,8 % en publié et 1,0 % en proforma.

Les commissions de courtage bénéficient des bonnes performances des activités de courtage grossiste, particulièrement en auto, en deux roues et en plaisance. Elles sont toutefois freinées dans leur croissance par des portefeuilles en baisse sur certaines niches au Canada.

La baisse de la marge brute (- 1,6 % à 82,6 M€) se décompose principalement en une progression des activités de courtage grossiste en France et d'assurance voyage, contrebalancée par une diminution de la marge brute des activités d'assurance, en lien avec la volonté du groupe de se recentrer vers le courtage.

Le résultat opérationnel courant de la branche Dommage est stable par rapport à l'an dernier et s'établit à 5,7 M€.

2. SITUATION FINANCIERE

<i>Groupe (IFRS - en M€)</i>	30/06/2019	31/12/2018	Variation
Capitaux propres (part du groupe)	630,2	617,7	+ 2,0 %
Provisions pour risques et charges	40,4	37,8	+ 6,9 %
Dettes financières (hors IFRS 16)	43,3	51,9	- 16,5 %
<i>% des capitaux propres</i>	6,9 %	8,4 %	- 1,5 pt
<u>Trésorerie nette retraitée</u>	214,6	184,7	+ 16,2 %

Au 30 juin 2019, APRIL continue d'afficher une structure financière saine :

- 630,2 M€ de capitaux propres consolidés (part du groupe), en hausse de 12,5 M€ par rapport au 31 décembre 2018, et des provisions pour risques et charges¹ en hausse de 2,6 M€ à 40,4 M€ ;
- Un endettement financier de 43,3 M€, soit 6,9 % des capitaux propres (part du groupe), constitué d'un emprunt conclu en 2017 à des conditions de marché favorables et d'engagements pris dans le cadre de la politique de croissance externe du groupe (compléments de prix et engagements de rachat de minoritaires).

¹ La société a reçu une proposition de rectification émise par l'Administration sur l'activité de réassurance du groupe. Comme indiqué dans l'annexe aux comptes consolidés, une provision de 20,0 M€ a été constatée dans les comptes clos au 30 juin 2019.

3. FAITS MARQUANTS, ENJEUX ET PERSPECTIVES

Au cours du premier semestre 2019, le résultat opérationnel courant a bénéficié de l'impact d'IFRS 9. En excluant cet effet, la croissance aurait été de 8,1 %.

Au vu de ces éléments, le groupe ajuste son objectif de croissance de résultat opérationnel courant, qui est désormais attendu en hausse de 6 à 10 % par rapport à 2018 avant impact potentiel du plan de recentrage.

4. PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les principales transactions passées avec les parties liées au groupe sont présentées dans la note 8 de l'annexe aux comptes consolidés.

Au 30 juin 2019, aucune transaction avec les parties liées n'a d'influence significative sur la situation financière ou les résultats du groupe.

5. FACTEURS DE RISQUES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le groupe est confronté sont décrits de manière détaillée dans la Section 2.5 « Facteurs de risques » figurant dans le Document de Référence 2018 (pages 29 à 37), déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et disponible sur son site internet (www.amf-france.org) ainsi que sur celui de la Société (www.april.com section Investisseurs / Informations réglementées / Rapports financiers annuels).

Cette description contenue dans le Document de Référence 2018 reste valable à la date de publication du présent Rapport, pour l'appréciation des principaux risques et incertitudes auxquels le groupe est exposé à la date du 30 juin 2019 ou qui, de l'avis du management, seraient susceptibles de l'affecter sur la fin de l'exercice en cours.

3

Comptes consolidés résumés

1. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

1.1 Etats du résultat global - Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RESULTAT <i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2019	30 juin 2018 (a)
CHIFFRE D'AFFAIRES	4.1	526 538	492 075
Produits financiers nets de charges hors coût de l'endettement	5.1	9 002	5 544
TOTAL PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		535 539	497 619
Charges techniques d'assurance	5.2	-218 843	-198 474
Charges ou produits nets de cessions de réassurance	5.3	1 309	-9 346
Autres achats et charges externes	5.4	-132 901	-124 925
Impôts, taxes		-14 803	-12 985
Charges de personnel	5.5	-105 107	-100 017
Dotations aux amortissements		-17 013	-9 432
Dotations aux provisions nettes de reprises		1 867	-766
Autres produits et charges d'exploitation	5.6	-522	490
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		49 527	42 164
Autres produits et charges opérationnels non courants	5.7	-12 346	163
RESULTAT OPERATIONNEL		37 181	42 328
Charges de financement		-587	-36
Quote-part dans les entreprises associées		-136	-77
Charge d'impôt	5.8	-21 684	-14 097
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES		14 775	28 117
Résultat après impôts des activités abandonnées		-3	-1
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		14 772	28 115
Intérêts minoritaires		728	573
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)		14 044	27 543
RESULTAT DES ACTIVITES POURSUIVIES PAR ACTION		0,36	0,69
RESULTAT DES ACTIVITES POURSUIVIES DILUE PAR ACTION		0,36	0,68
RESULTAT PAR ACTION	11	0,34	0,68
RESULTAT DILUE PAR ACTION	11	0,34	0,67

Les notes en page 22 à 50 font partie intégrante des états financiers consolidés.

(a) Comme indiqué en note 1.3, les données comparatives liées à 2018 n'ont pas été retraitées pour tenir compte de l'application de la norme IFRS 16. L'impact de la norme IFRS 16 sur les comptes 2019 est donné en note 1.3.

Les notes en page 9 à 37 font partie intégrante des états financiers consolidés.

(a) Comme indiqué en note 1.3, les données comparatives liées à 2018 n'ont pas été retraitées pour tenir compte de l'application de la norme IFRS 16. L'impact de la norme IFRS 16 sur les comptes 2019 est donné en note 1.3.

RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	14 772	28 115
<u>OCI recyclables en résultat</u>		
Profits et pertes résultant de la conversion des états financiers des activités à l'étranger	2 815	239
Profits et pertes relatifs à la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente		
Variation de la réévaluation des placements financiers OCIR	1 145	-2 438
Impôts différés liés aux placements financiers	-296	1 706
Reclassement de la réévaluation en résultat financier	1 916	-1 449
Variation de la réévaluation des placements financiers – Overlay Approach	-286	-2 496
Autres retraitements		
<u>OCI non recyclables en résultat</u>		
Gains et pertes actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	-767	
Variation de la réévaluation des placements financiers - OCI non recyclable	629	-299
Impôts sur éléments non recyclables	5	103
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	5 161	-4 633
RESULTAT GLOBAL TOTAL	19 933	23 482
Part des intérêts minoritaires dans le résultat global total	747	539
Part du groupe dans le résultat global total	19 186	22 943

Les notes en page 22 à 50 font partie intégrante des états financiers consolidés.

1.2 Etat de situation financière – Bilan consolidé

ACTIF <i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2019 Actif net	31 décembre 2018 (a) Actif net
Ecart d'acquisition	6.1	264 603	269 505
Autres immobilisations incorporelles	6.2	78 605	77 578
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	6.3	62 274	0
Immobilisations corporelles	6.3	12 986	13 643
Immeubles de placement	6.4	0	151
Sociétés mises en équivalence		681	816
Placements financiers	6.4	573 200	608 287
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	6.7	229 595	214 528
Impôts différés actifs		14 884	18 065
Autres actifs	6.5	8 950	8 812
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		1 245 778	1 211 384
Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	6.5	142 230	126 767
Créances nées d'opérations de cession en réassurance	6.5	38 933	33 589
Créances clients	6.5	675 132	265 878
Créances d'impôt exigibles	6.5	13 716	7 123
Autres créances	6.5	78 856	29 827
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6.5/7.4	176 914	136 214
TOTAL ACTIFS COURANTS		1 125 781	599 397
SOUS TOTAL ACTIF		2 371 559	1 810 781
Actifs classés comme détenus en vue de la vente			
TOTAL ACTIF		2 371 559	1 810 781

Les notes en page 22 à 50 font partie intégrante des états financiers consolidés.

(a) Comme indiqué en note 1.3, les données comparatives liées à 2018 n'ont pas été retraitées pour tenir compte de l'application de la norme IFRS 16. L'impact de la norme IFRS 16 sur les comptes 2019 est donné en note 1.3.

PASSIF			30 juin 2019	31 décembre 2018 (a)
<i>En milliers d'euros</i>		Notes		
Capital social			16 417	16 362
Primes d'émission			12 839	12 839
Réserves consolidées			584 318	560 136
Résultat de la période			14 044	28 190
Ecart de conversion			2 589	138
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE			630 207	617 665
Intérêts minoritaires			-397	-573
TOTAL CAPITAUX PROPRES			629 809	617 092
Provisions techniques des contrats d'assurance	6.7		663 364	503 702
Provisions pour risques et charges	6.8		40 399	37 809
Impôts différés passifs			3 494	4 054
Dettes financières	6.9		43 320	51 876
Dettes sur obligations locatives	6.9		62 528	0
TOTAL PASSIFS NON COURANTS			813 105	597 442
Concours bancaires courants	6.10/7.4		19 384	16 317
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	6.10		82 792	51 547
Dettes nées des opérations de réassurance cédées	6.10		73 112	61 830
Dettes d'exploitation	6.10		521 999	344 080
Dettes d'impôts exigibles	6.10		2 658	2 549
Autres dettes	6.10		228 701	119 924
TOTAL PASSIFS COURANTS			928 645	596 246
SOUS TOTAL PASSIF			2 371 559	1 810 781
Passifs classés comme détenus en vue de la vente				
TOTAL PASSIF			2 371 559	1 810 781

Les notes en page 22 à 50 font partie intégrante des états financiers consolidés.

(a) Comme indiqué en note 1.3, les données comparatives liées à 2018 n'ont pas été retraitées pour tenir compte de l'application de la norme IFRS 16. L'impact de la norme IFRS 16 sur les comptes 2019 est donné en note 1.3.

1.3 Tableau des flux de trésorerie consolidés

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE <i>en milliers d'euros</i>		Notes	30 juin 2019	30 juin 2018 (a)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE			14 772	28 115
<i>dont Résultat net IFRS 16</i>			-254	
Résultat net des activités abandonnées			3	-1
RESUTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES			14 775	28 117
Elimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie		7.1	49 464	28 990
<i>Dont dotations aux amortissements des actifs liés aux droits d'utilisations</i>			6 055	
Neutralisation du résultat des sociétés mises en équivalence			136	77
Elimination des résultats sur cessions et autres			365	366
Capacité d'autofinancement		7.2	64 741	57 550
Variation du BFR lié à l'activité		7.3	-32 603	-23 145
Flux de trésorerie d'exploitation des activités abandonnées			-1	-2
FLUX NETS LIES A L'ACTIVITE			32 136	34 403
Investissements nets en immobilisations corporelles et incorporelles			-10 644	-11 017
<i>dont Investissements nets IFRS 16</i>			-474	
Investissements nets en placements financiers			40 508	-21 109
Flux nets sur acquisitions de sociétés consolidées			-10 358	-23 229
Investissement dans les entreprises mises en équivalence				-1 000
Flux de trésorerie d'investissement des activités abandonnées				
FLUX NETS LIES AUX INVESTISSEMENTS			19 506	-56 355
Augmentation de capital liée à l'exercice des stock-options				
Augmentation de capital liée aux minoritaires dans les sociétés intégrées				
Acquisitions et cessions d'actions propres			1	-8
Dividendes versés				
- aux actionnaires d'APRIL			-6 959	-10 945
- aux minoritaires des sociétés intégrées			-799	-758
Variation nette des emprunts			-7 293	-1 870
<i>dont Variation nette des emprunts IFRS 16</i>			-5 325	
Flux de trésorerie de financement des activités abandonnées				
FLUX NETS DES OPERATIONS DE FINANCEMENT			-15 050	-13 580
Incidence des conversions			1 041	-159
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		7.4	37 632	-35 691
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE RETRAITEE		7.5	29 886	-34 761

Les notes en page 22 à 50 font partie intégrante des états financiers consolidés.

(a) Comme indiqué en note 1.3, les données comparatives liées à 2018 n'ont pas été retraitées pour tenir compte de l'application de la norme IFRS 16. L'impact de la norme IFRS 16 sur les comptes 2019 est donné en note 1.3.

1.4 Variation des capitaux propres consolidés

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto- détenus	Réserves et résultats consolidés	Total part groupe	Minoritaires	Total
<i>En milliers d'euros</i>							
CAPITAUX PROPRES 01/01/2018	16 362	16 491	-12 424	611 889	632 318	-202	632 116
Opérations sur le capital							0
Paielements fondés sur des actions				1 462	1 462	2	1 464
Opérations sur titres auto- détenus			-8		-8		-8
Dividendes				-10 945	-10 945	-758	-11 703
Résultat global				22 943	22 943	539	23 482
Autres variations				-3 342	-3 342	-71	-3 413
CAPITAUX PROPRES 30/06/2018	16 362	16 491	-12 431	622 006	642 428	-490	641 938
CAPITAUX PROPRES 01/01/2019 (a)	16 362	16 491	-12 374	597 186	617 665	-573	617 092
Opérations sur le capital (b)	55			-55	0		0
Paielements fondés sur des actions				-749	-749		-749
Opérations sur titres auto- détenus (c)			10 766	-10 766	0		0
Dividendes				-6 959	-6 959	-799	-7 758
Résultat global				19 186	19 186	747	19 933
Autres variations				1 062	1 062	227	1 289
CAPITAUX PROPRES 30/06/2019	16 417	16 491	-1 608	598 905	630 207	-397	629 809

Les notes en page 22 à 50 font partie intégrante des états financiers consolidés.

(a) Comme indiqué en note 1.3, l'application de la norme IFRS 16 n'a pas eu d'impact sur les capitaux propres consolidés au 01/01/2019, compte tenu des options retenues pour la transition.

(b) Dans le cadre de l'attribution définitive des actions gratuites, une augmentation de capital a été réalisée par incorporation de réserves (cf note 9).

(c) L'attribution gratuite des actions a donné lieu à l'utilisation des actions auto-détenues, initialement affectées à l'objectif de croissance externe, et qui ont été préalablement réaffectées à l'objectif de « couverture des plans d'attribution gratuite d'actions » (cf note 9).

2. NOTES ANNEXES RESUMEES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Note 1	Principes et méthodes comptables	22
Note 2	Evénements significatifs	26
Note 3	Périmètre de consolidation	26
Note 4	Information sectorielle	28
Note 5	Notes sur l'état du résultat net	33
Note 6	Notes sur l'état de situation financière	36
Note 7	Notes sur le tableau de flux de trésorerie	48
Note 8	Transactions avec les parties liées	49
Note 9	Palements sur base d'actions	49
Note 10	Engagements hors bilan	49
Note 11	Résultat net et dividendes	50
Note 12	Evénements postérieurs à la clôture	50

La présente annexe résumée fait partie intégrante des états financiers consolidés semestriels. Les comptes consolidés résumés du premier semestre 2019 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 5 septembre 2019.

Note 1 Principes et méthodes comptables

Note 1.1 Cadre général

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés d'APRIL sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), les normes et amendements IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Ce référentiel de normes comptables est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr

Les comptes semestriels sont établis et présentés selon la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». L'annexe aux comptes semestriels est présentée de façon résumée : les informations communiquées en annexes portent uniquement sur les éléments, les transactions et les événements significatifs permettant de comprendre l'évolution de la situation financière et des performances du groupe.

A l'exception des points mentionnés ci-après, les principes comptables retenus sont identiques à ceux appliqués dans le document de référence 2018 enregistré à l'AMF le 3 avril 2019 sous le numéro D19-0266.

Les règles comptables et les principes d'évaluation retenus pour l'établissement des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2019 sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2018 à l'exception des changements comptables liés principalement aux nouveaux textes applicables à compter du 1^{er} janvier 2019.

Note 1.2 Nouvelles normes IFRS

Les nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne, et applicables à compter du 1^{er} janvier 2019 sont présentées ci-après.

- Norme IFRS 16 sur les « contrats de location » : cf note détaillée sur l'impact de la 1^{ère} application ci-après.
- IFRIC 23 - « Comptabilisation des positions fiscales incertaines » en matière d'impôt sur les sociétés. L'analyse effectuée n'a pas conduit à constater de passifs complémentaires au titre des incertitudes fiscales. Dans l'attente de la réponse à une saisine de l'IFRS IC en juin 2019, les passifs liés aux risques fiscaux liés aux contrôles en cours ont été maintenus en provisions pour risques au bilan (cf note 6.8),
- Cycle d'améliorations annuelles 2015-2017 (amendements IFRS 3, 11, 12 et 23),
- Amendement à IAS 19 « modification, réduction et cessation de régime »,
- Amendement IFRS 9 « clause de remboursement anticipé avec rémunération négative »,
- Amendement à IAS 28 « Intérêts dans les entreprises associées et coentreprises ».

A l'exception de la norme IFRS 16, les autres normes, amendements et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2019 n'ont pas d'impact significatif ou sont non applicables.

Le groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations adoptés ou non encore adoptés par l'Union Européenne, mais dont l'application anticipée aurait été possible, et qui entreront en vigueur après le 30 juin 2019. Il s'agit principalement des normes et amendements suivants, applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020, sous réserve de leur adoption par l'Union Européenne.

- Amendements à IFRS 3, « définition d'une activité », et amendements IAS 1 et IAS 8 sur le seuil de matérialité (adoptions prévues en 2019),
- Nouveau cadre conceptuel (adoption non prévue).

Le groupe ne s'attend pas à ce que les amendements aient un impact significatif sur les comptes consolidés du groupe.

Il n'existe pas de normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, et d'application obligatoire pour les exercices ouverts au 1^{er} janvier 2019, mais non encore approuvés au niveau européen (et dont l'application anticipée n'est pas possible au niveau européen) qui auraient un impact significatif sur les comptes de cet exercice.

Note 1.3 Première application de la norme IFRS 16 relative aux contrats de location

Comme indiqué dans le document de référence 2018 en partie 5 en note 1.1.3, le groupe a appliqué au 1^{er} janvier 2019 la norme IFRS 16 sur les contrats de location, en optant pour la méthode rétrospective simplifiée. Par application de cette option, les comptes comparatifs n'ont pas été retraités.

L'appréciation si un contrat en cours est un contrat de location ou contient un contrat de location a été effectuée au 1^{er} janvier 2019.

Le groupe a opté pour les mesures de simplification suivantes :

- Calcul du taux d'emprunt marginal à la date de 1^{ère} application, en tenant compte de la durée initiale du contrat, et non de la durée résiduelle,
- Retraitement des contrats de location dont la durée résiduelle au 1^{er} janvier 2019 est supérieure à 12 mois,
- Valeur de l'actif retenue pour le droit d'utilisation à hauteur du passif lié aux obligations locatives à la date de transition,
- Exclusion des coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs,
- Utilisation des connaissances acquises postérieurement après le début du contrat, par exemple pour déterminer la durée des contrats de location qui contiennent des options de renouvellement ou de résiliation,
- Non réalisation de tests de dépréciation, en ajustant la valeur de l'actif du montant des provisions constatées dans la situation financière immédiatement avant la date de 1^{ère} application, au titre des contrats déficitaires. En pratique, il n'existait pas de contrats déficitaires à la date de 1^{ère} application.

Conformément aux dispositions de la norme liée à la méthode rétrospective simplifiée, les comptes comparatifs n'ont pas été retraités. Les principaux impacts financiers sur les agrégats du 1^{er} semestre 2019 sont présentés ci-après :

- Impact sur les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2019 : néant, compte tenu de la mesure de simplification retenue pour la détermination de l'actif lié au droit d'utilisation (cf supra),
- Impact sur les actifs liés aux droits d'utilisation et sur les dettes sur obligations locatives au 1^{er} janvier 2019 : 68 217 K€,
- Augmentation des actifs liés aux droits d'utilisation au 30 juin 2019: 62 274 K€, soit 83 % de la valeur nette comptable des actifs corporels,
- Augmentation des dettes financières au titre des obligations locatives au 30 juin 2019 : 62 528 K€, dans un contexte où le groupe était avant l'application d'IFRS 16 en position de trésorerie nette positive,
- Augmentation du résultat opérationnel du 1^{er} semestre 2019 de 308 K€ (soit 0,8 %),
- Augmentation des charges de financement sur le 1^{er} semestre 2019 de 564 K€,
- Augmentation de la capacité d'autofinancement consolidée et des remboursements d'emprunts respectivement de 6 055 K€ et 5 325 K€.

L'impact au 1^{er} janvier 2019 lié à l'application de la norme IFRS 16 a été présenté sur une ligne spécifique du tableau de mouvements des immobilisations et des dettes financières.

Le groupe a choisi de présenter sur une ligne distincte au bilan les actifs liés au droit d'utilisation et les passifs liés aux obligations locatives.

COMPTES CONSOLIDES

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Le tableau de réconciliation entre d'une part les engagements présentés en hors bilan au 31/12/2018, selon la norme IAS 17, actualisés au taux d'emprunt marginal au 1^{er} janvier 2019, et d'autre part la dette de loyers IFRS 16 est présenté ci-après :

(en millions d'euros)

Engagements hors bilan donnés liés aux contrats de location mentionnés en note 13 de l'annexe au 31/12/2018 :

- non actualisés :	70,3
- actualisés (I)	69,1

Taux d'emprunt marginal pondéré au 01/01/2019 1,69%

Engagements hors bilan mentionnés dans l'annexe au 31/12/2018, actualisés au taux d'emprunt marginal au 1/1/2019 (I)

Dette financière liée à l'obligation locative au 1/1/2019 (II)	68,2
Ecart : (I) – (II)	-0,9

Les options retenues par le groupe en matière de taux d'actualisation et de durée des contrats de location sont présentés en note 1.4.4. Le groupe est dans l'attente des décisions de l'IFRS IC relatives aux saisines de juin 2019 concernant ces deux points, qui pourront avoir un impact sur les retraitements constatés au titre d'IFRS 16. Cependant, le groupe ne s'attend pas à des modifications significatives sur le résultat opérationnel.

Note 1.4 Principes comptables spécifiques à l'établissement des comptes semestriels

Les règles appliquées en matière d'estimation et de jugement ont été décrites dans la partie 5 note 1.4 du document de référence 2018.

Aucune modification significative des incertitudes et des jugements n'est intervenue sur le semestre, à l'exception des jugements notamment liés à l'application de la norme IFRS 16, portant sur la détermination des taux d'actualisation et des durées des contrats.

Dans certains cas, les règles et estimations ont été adaptées aux spécificités de l'arrêté semestriel, conformément à la norme IAS 34. Cela concerne principalement les points suivants :

1.4.1 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt du semestre est calculée à partir du taux moyen effectif qui est estimé pour l'exercice et appliqué au résultat avant impôt de la période.

Le groupe a fait le choix de constater un impôt différé sur le retraitement des contrats de location selon la norme IFRS 16 (sauf en cas d'impact non significatif).

1.4.2 Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34 et comme les exercices précédents, les engagements de retraite et assimilés n'ont pas fait l'objet de nouveaux calculs complets au 30 juin 2019. Les mouvements des engagements nets ont été estimés comme suit :

- Le coût financier et le coût des services rendus ont été estimés à partir de l'extrapolation au 31 décembre 2019 de l'engagement global calculé au 31 décembre 2018 ;
- Les écarts actuariels liés au taux d'actualisation ont été constatés au 30 juin 2019. Pour mémoire, le taux d'actualisation qui avait été retenu au 31 décembre 2018 s'élevait à 2,2%.
- Aucune cotisation significative n'a été versée au fonds sur le premier semestre 2019 ;
- Aucun départ significatif n'a été comptabilisé sur le premier semestre 2019 ;
- Aucun changement de régime n'est intervenu sur le 1^{er} semestre 2019 (idem 2018).

Le tableau des mouvements de l'engagement net global est présenté en note 6.8.

1.4.3 Tests de dépréciation

Les modalités de réalisation des tests de dépréciation au 31 décembre 2018 sont décrites dans le document de référence 2018 en partie 5 note 1.17.

Les tests de dépréciation ne sont réalisés dans le cadre de l'arrêté des comptes semestriels que pour les actifs ou groupes d'actifs significatifs pour lesquels il existe un indice de perte de valeur à la fin du semestre, ou pour lesquels il existait un indice de perte de valeur à la clôture précédente.

Les tests de dépréciation ont conduit à la dépréciation des écarts d'acquisition d'April UK (-8,7 M€) et d'April Colombia Assistance (-1,7 M€). Aucun autre indice de perte de valeur n'a été identifié au 30 juin 2019.

La mise en œuvre de la norme IFRS 16 n'a pas conduit à modifier en pratique les modalités de réalisation des tests de dépréciation (cf note 6.1).

1.4.4 Contrats de location

Règles de comptabilisation des contrats de location jusqu'au 31 décembre 2018, par application de la norme IAS 17 :

Les règles de comptabilisation étaient détaillées dans la note 1.16 de partie 5 du document de référence au 31 décembre 2018.

Règles de comptabilisation des contrats de location depuis le 1^{er} janvier 2019, par application de la norme IFRS 16 :

- **Règles spécifiques retenues pour la transition au 01/01/2019 :**

Les options retenues pour la transition ont été détaillées ci-dessus en note 1.3

- **Règles comptables générales :**

La norme IFRS 16 ne fait plus la distinction côté preneur entre contrats de location financement et contrats de location simple, telle que précédemment définie par la norme IAS 17. Pour information, il n'existait pas de contrats qualifiés de location financement significatifs selon IAS 17 les années précédentes.

Les contrats de location sont des contrats de location (ou des contrats qui contiennent un contrat de location) qui confèrent le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

Les contrats de location qui répondent à cette définition sont comptabilisés selon les modalités définies ci-dessous, sauf dans les cas d'exemptions prévus par la norme (durée des contrats inférieure à 12 mois, et/ou biens sous-jacents de faible valeur, tels que copieurs,...), et pour les contrats non retraités du fait de leur impact non significatif (locations de véhicules, locations immobilières hors France avec un loyer annuel non significatif).

En pratique, l'analyse a conduit à retraiter uniquement les contrats de location immobilière.

Pour les contrats non retraités en tant que contrats de location, les loyers sont constatés en charges de manière linéaire sur la durée du contrat. Pour les contrats qui rentrent dans le champ de la norme IFRS 16, les règles de comptabilisation sont présentées ci-après.

A la date de début du contrat, le groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et un passif financier au titre d'une obligation locative. L'actif et le passif sont présentés sur une ligne distincte du bilan.

L'obligation locative est évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers non encore versés, sur la durée du contrat.

La valeur actualisée est déterminée en utilisant le taux d'emprunt marginal calculé pour chaque pays, en fonction de la durée du contrat. Dans l'attente d'une décision de l'IFRS IC (cf supra saisine en juin 2019), le taux d'emprunt marginal correspond à un taux « duration » (tenant compte du profil de versement des loyers), et non à un taux « maturité ».

La durée d'un contrat de location est la période exécutoire, qui correspond à la période non résiliable, augmentée de toute option de prolongation du contrat que le groupe a la certitude raisonnable d'exercer, et de toute option de résiliation du contrat que le groupe a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

Pour les baux commerciaux français dits 3/6/9, le groupe applique la position de l'ANC de février 2018 qui conclut à l'absence, sur le plan comptable, d'existence d'une option de renouvellement à l'issue des 9 ans et suit les développements actuels à ce sujet. Le groupe n'a pas identifié de contrats significatifs dans d'autres pays présentant des caractéristiques comparables.

Il n'existe pas de clauses de résiliation anticipée dans les différents baux, et il n'existe pas de clauses susceptibles d'amener les bailleurs à verser au groupe une indemnité plus que non significative, en cas de non renouvellement du bail à la fin de la période non résiliable.

Les paiements de loyers correspondent aux paiements fixes, aux paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, et aux prix d'exercice des options d'achat que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer. En pratique, l'essentiel des loyers sont fixes, il n'y a pas d'options d'achats et il n'y a pas de pénalités plus que significatives en cas de résiliation du bail à l'initiative du bailleur.

L'actif lié au droit d'utilisation est évalué selon le modèle du coût comme suit : le coût est diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, et ajusté pour tenir compte, le cas échéant, des réévaluations de l'obligation locative. Aucune perte de valeur et aucune réévaluation de l'obligation locative n'ont été constatées sur le 1er semestre 2019.

En l'absence d'option d'achat, les actifs liés au droit d'utilisation sont amortis sur la durée du contrat.

Dans l'attente de la réponse à la saisine de l'IFRS IC de juin 2019, les agencements liés aux contrats de location sont amortis sur la durée du contrat, sauf s'il existe un faisceau de présomptions montrant que l'actif sous-jacent sera utilisé sur une période supérieure à la durée du contrat.

Note 2 Evénements significatifs

Evolem a transféré le 13 juin 2019 sa participation majoritaire au sein d'APRIL à Andromeda Investissements, une société de reprise indirectement détenue par des fonds gérés par CVC Capital Partners et dans laquelle Evolem et le management d'APRIL détiendront une part minoritaire. Conformément à l'accord conclu le 28 janvier 2019 entre Evolem et Andromeda Investissements, le prix d'acquisition a été fixé à 21,60 € par action.

Au 30 juin 2019, Andromeda Investissements détient (directement et par assimilation) 75,50 % du capital et 75,10 % des droits de vote théoriques d'APRIL.

Note 3 Périmètre de consolidation

Le tableau détaillé des filiales comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2018 est présenté dans le document de référence 2018 en partie 5 note 3.6.

Les variations de périmètre ou de structures intervenues sur le premier semestre 2019 sont les suivantes :

Note 3.1 Acquisitions de sociétés

3.1.1 UEX

APRIL Asia Pacific Holding a procédé le 14 janvier 2019 à l'acquisition de 85 % des titres d'UEX. La société est consolidée en intégration globale, selon la méthode du goodwill partiel.

3.1.2 Assurback

APRIL Dommages a procédé le 31 janvier 2019 à l'acquisition de 100 % des titres d'Assurback. La société est consolidée en intégration globale, selon la méthode du goodwill partiel.

3.1.3 Simultoo

La Centrale de Financement a procédé le 31 janvier 2019 à l'acquisition de 90 % des titres de Simultoo. La société est consolidée en intégration globale, selon la méthode du goodwill partiel.

Note 3.2 Cessions

3.2.1 APRIL Yardim Servis

APRIL International EMEA a cédé 100 % de la société APRIL Yardim Servis en date du 5 avril 2019. L'impact est non significatif sur les comptes du semestre.

3.2.2 APRIL Turkey Broker

APRIL International EMEA a cédé 100 % de la société APRIL Turkey Broker en date du 5 avril 2019. L'impact est non significatif sur les comptes du semestre.

Note 3.3 Rachat minoritaires

3.3.1 APRIL Moto

APRIL Dommages a procédé le 17 avril 2019 à l'acquisition de 25 % supplémentaire des titres d'APRIL Moto portant sa participation à 100 %. L'impact est non significatif sur les comptes du semestre.

Note 3.4 Réorganisations internes

3.4.1 Fusion APRIL Entreprise – Flexitrans

La société Flexitrans a été absorbée par la société APRIL Entreprise avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2019.

3.4.2 Fusion APRIL Partenaires - APRIL Partenaires Réunion

La société APRIL Partenaires Réunion a été absorbée par la société APRIL Partenaires avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2019.

3.4.3 Fusion Brokeronline - APRIL Insurance Broker

La société APRIL Insurance Broker a été absorbée par la société Brokeronline en date du 1^{er} janvier 2019.

Les variations de périmètres ou de structures intervenues sur le premier semestre 2019 ont un impact non significatif sur les principaux agrégats des états financiers. Le groupe ne présente donc pas d'information pro forma.

Note 4 Information sectorielle

Note 4.1 Produits par secteurs opérationnels et par secteurs géographiques

		30 juin 2019				
En milliers d'euros		Santé Prévoyance	Dommage	Autres	Eliminations Intra-Groupe	Total
CHIFFRE D'AFFAIRES		332 046	195 248	0	-757	526 538
Dont	France	300 287	162 045		-757	461 575
	Hors France	31 760	33 203			64 963
Produits activités ordinaires		338 491	196 800	1 005	-757	535 539
Marge brute *		151 980	82 581			234 561
Résultat opérationnel courant		48 026	5 717	-4 215		49 527
Résultat opérationnel		39 588	3 842	-6 249		37 181
Dont	France	43 924	3 252	-6 249		40 928
	Hors France	-4 336	590	0		-3 746
Dont	Résultat financier	6 445	1 552	1 005		9 002
RESULTAT NET		16 313	144	-2 412		14 044

		30 juin 2018 (a)				
En milliers d'euros		Santé Prévoyance	Dommage	Autres	Eliminations Intra-Groupe	Total
CHIFFRE D'AFFAIRES		302 280	191 027		-1 232	492 075
Dont	France	274 615	156 890		-1 198	430 307
	Hors France	27 665	34 137		-34	61 768
Produits activités ordinaires		307 658	191 878	-685	-1 232	497 619
Marge brute *		137 667	83 940			221 608
Résultat opérationnel courant		43 537	5 690	-7 062		42 164
Résultat opérationnel		43 817	5 573	-7 062		42 328
Dont	France	44 653	6 314	-7 062		43 904
	Hors France	-836	-741			-1 577
Dont	Résultat financier	5 378	852	-685		5 544
RESULTAT NET		26 109	1 422	12		27 543

(a) Comme indiqué en note 1.3, les comptes comparatifs n'ont pas été retraités de l'application de la norme IFRS 16. L'impact de l'application de la norme IFRS 16 sur le résultat semestriel consolidé 2019 n'est pas significatif ; il n'a donc pas été présenté par secteur.

(*) marge brute définie ci-dessous

Pour plus d'informations sur l'implantation internationale du groupe, nous vous invitons à vous référer à la présentation du groupe, à la partie 1.1.1 du document de référence. Les revenus du groupe ne sont pas soumis à une exposition significative dans des pays à risques.

Décomposition primes d'assurance / commissions de courtage

En milliers d'euros	30 juin 2019				
	Santé Prévoyance	Dommage	Autres	Eliminations Intra-Groupe	Total
Primes acquises	140 352	96 599		-351	236 600
Commissions	191 694	98 650		-406	289 938
CHIFFRE D'AFFAIRES	332 046	195 248	0	-757	526 538

En milliers d'euros	30 juin 2018				
	Santé Prévoyance	Dommage	Autres	Eliminations Intra-Groupe	Total
Primes acquises	133 996	97 420		-369	231 047
Commissions	168 285	93 607		-863	261 028
CHIFFRE D'AFFAIRES	302 280	191 027		-1 232	492 075

Primes nettes

Les primes d'assurance, en contribution groupe, sont présentées nettes des commissions versées par les compagnies d'assurances aux sociétés de courtage du groupe.

Les primes nettes, au regard des primes brutes des compagnies d'assurances avant élimination des commissions versées par les compagnies d'assurances aux sociétés de courtage du groupe, évoluent de la façon suivante :

En milliers d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018
Primes brutes acquises avant élimination des commissions reversées aux sociétés de courtage du groupe	304 288	298 503
Commissions versées aux sociétés de courtage du groupe	-67 689	-67 456
TOTAL	236 600	231 047

Marge brute

La marge brute est un agrégat très utile pour comprendre la création de valeur au sein du groupe. Elle permet de comparer les différents modèles d'activité de courtage avec les activités d'assurance et de représenter la contribution de chaque activité à la création de valeur du groupe.

Pour les activités de courtage, la marge brute est constituée de la différence entre les commissions enregistrées en chiffre d'affaires et les commissions versées aux intermédiaires comptabilisées en autres achats et charges externes.

Pour les activités de portage de risque, la marge brute représente la somme du résultat technique et du résultat financier.

En milliers d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018
Chiffre d'affaires	526 538	492 075
Produits financiers des compagnies d'assurance	6 977	5 636
Commissions de courtage versées aux intermédiaires	-81 378	-68 343
Charges techniques d'assurance	-218 843	-198 474
Charges ou produits nets de cessions de réassurance	1 309	-9 346
Autres	-42	59
TOTAL MARGE BRUTE	234 561	221 608
dont courtage	208 238	191 969
dont portage de risque	26 322	29 639

Note 4.2 Actifs par secteurs opérationnels

En milliers d'euros	30 juin 2019				
	Santé Prévoyance	Domage	Autres	Eliminations Intra-Groupe	Total
Ecart d'acquisition	107 210	157 393			264 603
Immobilisations incorporelles et corporelles	44 880	33 018	75 966		153 864
Immeubles de placement					
Sociétés mises en équivalence		681			681
Placements financiers	285 275	166 939	120 986		573 200
Part des cessionnaires dans les provisions techniques	160 851	69 839		-1 094	229 595
Créances	709 492	425 194	86 800	-286 334	935 151
Trésorerie	67 162	55 406	54 346		176 914
Actifs détenus en vue de la vente					
ACTIFS SECTORIELS	1 374 870	908 470	338 097	-287 429	2 334 009
Actifs d'impôts					28 600
Actifs financiers					8 950
TOTAL ACTIF					2 371 559

En milliers d'euros	31 décembre 2018 (a)				
	Santé Prévoyance	Domage	Autres	Eliminations Intra-Groupe	Total
Ecart d'acquisition	113 175	156 329			269 505
Immobilisations incorporelles et corporelles	29 350	18 253	43 618		91 222
Immeubles de placement		151			151
Sociétés mises en équivalence		816			816
Placements financiers	321 912	172 469	113 906		608 287
Part des cessionnaires dans les provisions techniques	155 350	61 996		-2 818	214 528
Créances	365 276	298 146	87 164	-294 526	456 060
Trésorerie	41 371	51 132	43 711		136 214
Actifs détenus en vue de la vente					
ACTIFS SECTORIELS	1 026 434	759 292	288 400	-297 344	1 776 782
Actifs d'impôts					25 187
Actifs financiers					8 812
TOTAL ACTIF					1 810 781

(a) Comme indiqué en note 1.3, les comptes comparatifs n'ont pas été retraités de l'application de la norme IFRS 16.

Au 30 juin 2019, les immobilisations incorporelles et corporelles intègrent 62 274 K€ d'actifs liés au droit d'utilisation, impactant principalement la branche Autres pour 31 292 K€. Les branches Santé-Prévoyance et Domage sont impactées respectivement pour 15 056 K€ et 15 926 K€.

Note 4.3 Passifs par secteurs opérationnels

30 juin 2019					
En milliers d'euros	Santé Prévoyance	Dommage	Autres	Eliminations Intra-Groupe	Total
Provisions techniques	453 063	211 395		-1 094	663 364
Provisions risques et charges	26 352	12 133	1 915		40 399
Passifs financiers	68 236	53 549	44 559	-41 112	125 232
Dettes exploitation	307 290	227 773	6 287	-19 351	521 999
Autres passifs sectoriels	113 635	43 521	0	-1 253	155 904
Passifs détenus en vue de la vente					
PASSIFS SECTORIELS	968 576	548 371	52 761	-62 810	1 506 898
Autres passifs					228 701
Passifs d'impôts					6 151
Capitaux Propres					629 809
TOTAL PASSIF					2 371 559

31 décembre 2018 (a)					
En milliers d'euros	Santé Prévoyance	Dommage	Autres	Eliminations Intra-Groupe	Total
Provisions techniques	327 905	178 615		-2 818	503 702
Provisions risques et charges	24 080	12 690	1 039		37 809
Passifs financiers	48 167	47 476	15 085	-42 535	68 193
Dettes exploitation	204 056	155 248	5 720	-20 943	344 080
Autres passifs sectoriels	76 920	37 371		-915	113 377
Passifs détenus en vue de la vente					
PASSIFS SECTORIELS	681 128	431 400	21 844	-67 211	1 067 161
Autres passifs					119 924
Passifs d'impôts					6 604
Capitaux Propres					617 092
TOTAL PASSIF					1 810 781

(a) Comme indiqué en note 1.3, les comptes comparatifs n'ont pas été retraités de l'application de la norme IFRS 16.

Les passifs financiers au 30 juin 2019 intègrent les montants résultant des engagements de rachat des minoritaires (4,0 M€ pour la branche Dommage et 22,8 M€ pour la branche Santé-Prévoyance), ainsi que des compléments de prix (3,1 M€ pour la branche Dommage et 1,4 M€ pour la branche Santé-Prévoyance).

Le poste intègre également 62 528 K€ de dettes sur obligations locatives, principalement sur la branche Autres pour 31 408 K€. Les branches Santé-Prévoyance et Dommage sont impactées respectivement pour 15 117 K€ et 16 004 K€.

Note 4.4 Actifs par secteurs géographiques

30 juin 2019				
<i>En milliers d'euros</i>	France	Hors France	Eliminations Intra-Groupe	Total
Ecart d'acquisition	155 506	109 097		264 603
Immobilisations incorporelles et corporelles	134 049	19 816		153 864
Immeubles de placement				0
Sociétés mises en équivalence	672	9		681
Placements financiers	565 375	7 825		573 200
Part des cessionnaires dans les provisions techniques	224 037	5 558		229 595
Créances	874 522	77 931	-17 301	935 151
Trésorerie	123 343	53 571		176 914
Actifs détenus en vue de la vente				
ACTIFS SECTORIELS	2 077 503	273 807	-17 301	2 334 009
Actifs d'impôts				28 600
Actifs financiers				8 950
TOTAL ACTIF				2 371 559

31 décembre 2018 (a)				
<i>En milliers d'euros</i>	France	Hors France	Eliminations Intra-Groupe	Total
Ecart d'acquisition	154 316	115 189		269 505
Immobilisations incorporelles et corporelles	77 351	13 871		91 222
Immeubles de placement	151			151
Sociétés mises en équivalence	762	54		816
Placements financiers	588 962	19 325		608 287
Part des cessionnaires dans les provisions techniques	207 776	6 752		214 528
Créances	408 184	62 997	-15 121	456 060
Trésorerie	79 073	57 141		136 214
Actifs détenus en vue de la vente				
ACTIFS SECTORIELS	1 516 574	275 329	-15 121	1 776 782
Actifs d'impôts				25 187
Actifs financiers				8 812
TOTAL ACTIF				1 810 781

(a) Comme indiqué en note 1.3, les comptes comparatifs n'ont pas été retraités de l'application de la norme IFRS 16.

Pour plus d'informations sur l'implantation internationale du groupe, nous vous invitons à vous référer à la partie 1.1.1 du document de référence 2018. Les actifs du groupe ne sont pas soumis à une exposition significative dans des pays à risques.

Note 5 Notes sur l'état du résultat net

Note 5.1 Produits financiers

5.1.1 Produits des actifs financiers nets de charges hors coût de l'endettement

En milliers d'euros	30 juin 2019		30 juin 2018	
Issus des compagnies d'assurances du groupe	6 977	78%	5 636	102%
Issus des autres activités	2 024	22%	-92	-2%
TOTAL	9 002	100%	5 544	100%

Les produits financiers issus des autres activités correspondent aux produits générés par les placements de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des sociétés de courtage.

5.1.2 Produits des placements des compagnies d'assurances

	Produits des placements		Plus ou moins-values de cession		Variation de juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la JV par résultat		Variation des provisions sur instruments financiers		Résultat des placements	
En milliers d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018
Obligations détenues en direct	1 999	2 027	-159		0			159	1 840	2 186
Obligations	1 999	2 027	-159		0			159	1 840	2 186
OPCVM obligations										
OPCVM obligations										
Actions détenues en direct	98	106	-25		25				99	106
Actions	98	106	-25		25				99	106
OPCVM actions	0	0	2 254		-1 942	-996			312	-996
OPCVM actions	0	0	2 254		-1 942	-996			312	-996
Autres actifs	860	1 140	-297	0	3 872	-1 598			4 435	-458
Placements monétaires	857	881	-36	-41	668	-723			1 489	117
Autres actifs	1 717	2 021	-332	-41	4 540	-2 321			5 924	-341
PLACEMENTS FINANCIERS	3 814	4 154	1 737	-41	2 624	-3 317	0	159	8 175	954
Overlay Adjustment	0		0	2 198	-1 152	2 496	0		-1 152	4 694
Frais de gestion des placements	-9		0		0		0		-9	
Variation ECL	0		0		0		-155	-28	-155	-28
Autres	23	15	95		0		0		118	15
PRODUITS DES ACTIFS FINANCIERS NETS DE CHARGES	3 828	4 168	1 832	2 156	1 472	-821	-155	131	6 977	5 636

5.1.3 Approche par superposition

Le tableau ci-dessous présente le résultat net selon la norme IFRS 9 et l'impact pour les actifs financiers désignés de l'application de la norme IAS 39. A la date de première année d'application de l'Overlay Approach, tous les actifs sont nouvellement désignés.

En milliers d'euros	Actifs financiers désignés	Plus/Moins-values de cession	Variation des provisions sur instruments financiers	Variation stock de plus-values latentes	Variation stock de moins-values latentes
OPCVM Actions	936			936	
OPCVM et fonds diversifiés	1 378			1 378	
Immobilier	-659				-659
Montant présenté en résultat net selon IFRS 9	1 656			2 314	-659
OPCVM Actions	2 255	2 255			
OPCVM et fonds diversifiés	-313	-313			
Immobilier	0				
Montant présenté en résultat net selon IAS 39	1 942	1 942			

En milliers d'euros	Actifs financiers désignés
OPCVM Actions	1 318
OPCVM et fonds diversifiés	-1 691
Immobilier	659
Montant reclassé depuis le résultat net vers les OCI	286

Note 5.2 Charges techniques d'assurance

En milliers d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018
Frais accessoires	-491	-490
Variation des provisions techniques brutes de réassurance	-32 713	-8 451
Commissions versées par les compagnies	-48 169	-52 152
Sinistres payés	-137 470	-137 380
TOTAL	-218 843	-198 474

Note 5.3 Charges ou produits nets de cessions de réassurance

En milliers d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018
Primes cédées	-156 097	-149 632
Variation des provisions pour sinistres à payer réassurés	13 019	-8 261
Commissions de réassurance et frais accessoires cédés	55 663	51 377
Sinistres cédés	88 724	97 170
TOTAL	1 309	-9 346

Note 5.4 Autres achats et charges externes

En milliers d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018 (a)
Commissions de courtage versées aux intermédiaires	-81 378	-68 343
Affranchissement et téléphone	-3 471	-3 737
Loyers	-2 961	-9 896
Publicité	-7 855	-5 951
Personnel extérieur	-4 178	-2 212
Sous-traitance générale et informatique	-10 263	-11 997
Services extérieurs et divers	-22 794	-22 789
TOTAL	-132 901	-124 925

(a) Comme indiqué en note 1.3, l'application de la norme IFRS 16 a conduit à retraiter les contrats de location (annulation de loyers et constatation de dotations aux amortissements et de frais financiers). Compte tenu de l'option de transition retenue, les comptes comparatifs n'ont pas été retraités.

Note 5.5 Personnel

En milliers d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018
Salaires	-70 603	-66 363
Charges sociales	-29 107	-27 744
Participation et intéressement	-4 555	-4 445
Rémunérations sur base d'actions	-842	-1 465
TOTAL	-105 107	-100 017

Les modalités d'estimation des charges liées aux paiements en actions sont détaillées dans le document de référence 2018 en partie 5 note 1.32. Suite à la décision du Directeur Général du 1^{er} avril 2019, 398 448 actions ont été attribuées au titre des plans 2016 et 2018.

Les effectifs du groupe s'élèvent à 3 887 au 30 juin 2019 contre 4 057 au 30 juin 2018.

Note 5.6 Autres produits et charges d'exploitation

Les produits d'exploitation qui ne correspondent pas à des revenus issus de tiers (production immobilisée, reprises de provisions ...) sont présentés en moins des charges correspondantes.

Les autres produits et charges d'exploitation sont principalement composés de passage en pertes ou en profits de dettes et créances anciennes.

Note 5.7 Autres produits et charges opérationnels non courants

En milliers d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018
Résultat de cession des immobilisations corporelles, incorporelles et financières	-75	-64
Résultat de cession des titres de participation	-284	85
Autres	-11 988	143
TOTAL	-12 346	163

Le poste « Autres » intègre principalement la dépréciation de l'écart d'acquisition d'April UK (-8,7 M€) et d'April Colombia Assistance (-1,7 M€).

Note 5.8 Impôt

Conformément à la norme IAS 34, la charge d'impôt sur le résultat est calculée sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen attendu.

Le taux d'impôt annuel projeté est de 48,3% pour 2019, il était de 34,2% au 30 juin 2018. Le taux d'impôt ressort ainsi à 58,3% au 30 juin 2019 contre 33,3% au 30 juin 2018.

Note 6 Notes sur l'état de situation financière

Note 6.1 Ecarts d'acquisition

En milliers d'euros	Prévoyance Santé	Dommage	Mobilité Assistance	Protection Juridique	Total
VALEUR BRUTE AU 31 DECEMBRE 2018	107 613	114 423	50 483	6 042	278 561
Acquisitions / rachats de minoritaire	-127	6 666	1 801		8 340
Engagements de rachat de minoritaire		-5 214			-5 214
Sortie / Reclassement			-203		-203
Ecarts de conversion	938	1 298	328		2 564
VALEUR BRUTE AU 30 JUIN 2019	108 424	117 173	52 409	6 042	284 048
Dépréciations existantes au 31 DECEMBRE 2018	4 428	2 491	2 137		9 057
Variations de la période	8 714		1 674		10 388
DEPRECIATION AU 30 JUIN 2019	13 142	2 491	3 812	0	19 445
VALEUR NETTE 31 DECEMBRE 2018	103 185	111 932	48 345	6 042	269 505
VALEUR NETTE 30 JUIN 2019	95 282	114 681	48 597	6 042	264 603

Les écarts d'acquisition sont regroupés par Unités Génératrices de Trésorerie qui sont le niveau auquel sont effectués les tests de dépréciation. Les UGT regroupent les entités opérant dans les champs assurantiels « Prévoyance-Santé », « Dommage », « Mobilité Assistance » et « Protection Juridique ». Elles combinent les activités de courtage et de portage de risque.

L'ensemble des écarts d'acquisition enregistrés au cours de la période correspondent à la mise en œuvre de la méthode « goodwill partiel ».

Au 30 juin 2019, les écarts d'acquisition de UEX, Simultoo et Assurback sont susceptibles d'être ajusté car relatif à une acquisition de moins de 12 mois et pour laquelle nous sommes susceptibles d'obtenir des informations complémentaires quant à la juste valorisation des actifs et passifs acquis. Aucun ajustement significatif n'a été apporté suite au reclassement des écarts d'acquisition provisoires 2018 en écarts d'acquisition définitifs.

Les écarts d'acquisition résultant des engagements de rachat des minoritaires représentent 0 M€ au 30 juin 2019 contre 5,2 M€ au 31 décembre 2018.

VARIATION DE LA PERTE DE VALEUR DES ECARTS D'ACQUISITION

En milliers d'euros

PERTES DE VALEUR CUMULEES AU 31 DECEMBRE 2018	9 057
Augmentation des pertes de valeur	
Pertes de valeur enregistrées sur les acquisitions de la période	10 383
Reprise de perte de valeur sur les cessions de la période	
Variation de change sur perte de valeur	5
Autres variations	
PERTES DE VALEUR CUMULEES AU 30 JUIN 2019	19 445

La mise en œuvre des tests de dépréciation décrite en note 1.17 de la partie 5 du document de référence 2018 a conduit à constater une dépréciation de l'écart d'acquisition d'APRIL UK (-8,7 M€) et d'APRIL Colombia Assistance (-1,7 M€).

Impact de la 1^{ère} application de la norme IFRS 16 :

L'analyse effectuée n'a pas conduit à identifier d'actifs liés aux contrats de location qui seraient à tester indépendamment d'une UGT.

Dans l'attente des précisions attendues sur les modalités pratiques de réalisation des tests de dépréciation intégrant le retraitement d'IFRS 16, et compte tenu des nombreuses difficultés pratiques identifiées, les tests de dépréciation ont été réalisés d'une part, avant IFRS 16, et d'autre part, de manière approchée en intégrant dans la valeur comptable de l'UGT l'actif lié au droit d'utilisation et la dette liée à l'obligation locative, sans modification du calcul des flux de trésorerie prévisionnels.

Il est à noter qu'il n'existe pas d'UGT pour lesquelles la valeur recouvrable était proche de la valeur nette comptable au 31 décembre 2018, et comprenant des contrats de location. Par ailleurs, la 1^{ère} application de la norme IFRS 16 ne devrait en principe pas avoir d'impact significatif dans le cas d'une valeur recouvrable déterminée par rapport à des flux de trésorerie prévisionnels.

Note 6.2 Autres immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	Immobilisations amortissables			Immobilisations non amortissables		Total
	Logiciels ⁽¹⁾	Portefeuilles clients	Autres immobilisations incorporelles	Droit d'entrée	Immobilisations en cours	
VALEUR BRUTE AU 31 DECEMBRE 2018	154 621	21 314	4 367	1 370	10 060	191 732
Investissements	1 299		199		7 352	8 849
Mouvements de périmètre	33	533	607			1 173
Ecart de conversion	105	451	36		4	595
Cessions	-59	-300	-24	-8	-31	-421
Reclassement	5 068		322		-5 390	
VALEUR BRUTE AU 30 JUIN 2019	161 067	21 998	5 507	1 362	11 995	201 929
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS AU 31 DECEMBRE 2018	98 081	12 961	2 667	428	16	114 153
Dotations	7 801	732	355			8 888
Mouvements de périmètre	-12	111	321			420
Ecart de conversion	24	156	18		3	200
Reprises	-31	-285	-24			-339
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS AU 30 JUIN 2019	105 863	13 674	3 338	428	19	123 322
VALEUR NETTE AU 31 DECEMBRE 2018	56 540	8 354	1 700	942	10 044	77 578
VALEUR NETTE AU 30 JUIN 2019	55 203	8 324	2 169	935	11 976	78 605

⁽¹⁾ Liés essentiellement à des frais de développement.

Note 6.3 Immobilisations corporelles et actifs liés au droit d'utilisation

En milliers d'euros	Constructions et installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Avances et acomptes	Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	Total
VALEUR BRUTE AU 31 DECEMBRE 2018	12 302	42 625	498	0		55 425
Ajustement lié à la 1ère application d'IFRS 16	0				68 217	
VALEUR BRUTE AU 1er JANVIER 2019	12 302	42 625	498	0	68 217	123 642
Investissements	150	469	1 198		474	2 290
Mouvements de périmètre	2	-89			0	-87
Ecarts de conversion	24	149			27	200
Cessions	-193	-132	-274		-443	-1 042
Reclassement	63	1 105	-1 168			
VALEUR BRUTE AU 30 JUIN 2019	12 348	44 127	253	0	68 275	125 003
AMORTISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 2018	7 853	33 928	0	0	0	41 781
Dotations	367	1 817			6 055	8 239
Mouvements périmètre	-1	-81				-83
Ecarts de conversion	12	98			2	112
Cessions / Mises au rebut	-165	-86			-56	-307
AMORTISSEMENTS AU 30 JUIN 2019	8 065	35 677	0	0	6 001	49 743
VALEUR NETTE AU 31 DECEMBRE 2018	4 449	8 696	498	0	0	13 643
VALEUR NETTE AU 30 JUIN 2019	4 282	8 450	253	0	62 274	75 259

Il n'y a pas de contrats de location financement au sens de la précédente norme IAS 17.

Note 6.4 Placements financiers

Actifs financiers en portefeuille	Classification IFRS 9	Classification IAS 39	Changement comptable à impact significatif
Obligations en direct	JV-OCI R	AFS	Non : Méthodologie inchangée : +/- values latentes comptabilisées par les autres éléments du résultat global avec recyclage en résultat lors de la cession.
Actions en direct	JV- OCI NR	AFS	Oui : +/- values latentes comptabilisées par les autres éléments du résultat global sans recyclage en résultat lors de la cession. Option irréversible.
OPCVM Obligataire	JV- P&L	AFS	Oui : plus ou moins-values latentes comptabilisées désormais en P&L vs en autres éléments du résultat global sous IAS 39. Possibilité néanmoins de reconnaître les +/- values stockées en autres éléments du résultat global lors de la cession, grâce l'approche par superposition (Overlay Approach)
OPCVM Actions	JV-P&L	AFS	
OPCVM & Fonds diversifiés	JV-P&L	AFS	
Immobilier (OPCI & Fonds Immobilier)	JV-P&L	AFS	
OPCVM Monétaire & Disponibilités	JV-P&L	HFT	Non : Volatilité très faible sur ces actifs
DAT	COUT AMORTI	HFT	

6.4.1 Décomposition des placements financiers

En milliers d'euros	Classification IFRS 9	30 juin 2019			31 décembre 2018		
		Juste Valeur	Coût historique ⁽¹⁾	% juste valeur	Juste Valeur	Coût historique	% juste valeur
Obligations en direct	JV-OCI R	131 843	127 008	23%	142 228	138 538	22%
OPCVM Obligataire	JV-P&L	61 522	62 137	11%	45 849	47 137	12%
Actions en direct	JV-OCI NR	3 433	3 199	1%	3 126	3 558	1%
OPCVM ACTIONS	JV-P&L	50 504	45 012	9%	54 581	50 427	9%
OPCVM ET FONDS DIVERSIFIES	JV-P&L	46 978	48 869	8%	54 869	58 412	8%
IMMOBILIER	JV-P&L	34 618	31 546	6%	35 135	31 516	5%
OPCVM MONETAIRE & DISPONIBILITES	JV-P&L	84 276	84 776	15%	94 784	96 039	13%
DEPOTS A TERME	COUT AMORTI	160 561	160 561	28%	178 098	178 098	31%
TOTAL PLACEMENTS FINANCIERS BRUT		573 735	563 108	100%	608 669	603 726	100%
Provision ECL	JV-OCI R	-535			-383		
TOTAL PLACEMENTS FINANCIERS NET		573 200	563 108	100%	608 286	603 726	100%

(1) Le coût historique s'entend net de provisions pour dépréciation (aucune provision au 30 juin 2019)

Exposition aux pays périphériques

Les placements financiers au 30 juin 2019 n'affichent qu'une exposition marginale aux dettes des pays périphériques dits périphériques de la zone Euro.

6.4.2 Plus ou moins-values latentes sur placements financiers

En milliers d'euros	30 juin 2019				31 décembre 2018			
	Juste valeur	Coût historique	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Juste valeur	Coût historique	Plus-values latentes	Moins-values latentes
Obligations en direct	131 843	127 008	5 236	-401	142 228	138 538	5 336	-1 645
OPCVM Obligataire	61 522	62 137	0	-615	45 849	47 137	0	-1 288
Actions en direct	3 433	3 199	278	-44	3 126	3 558	46	-478
OPCVM ACTIONS	50 504	45 012	5 719	-226	54 581	50 427	4 871	-717
OPCVM ET FONDS DIVERSIFIES	46 978	48 869	242	-2 132	54 869	58 412	85	-3 628
IMMOBILIER	34 618	31 546	3 103	-32	35 135	31 516	3 619	0
OPCVM MONETAIRE & DISPONIBILITES	84 276	84 776	2	-502	94 784	96 039	0	-1 255
DEPOTS A TERME	160 561	160 561	0	0	178 098	178 098	0	0
TOTAL PLACEMENTS FINANCIERS BRUT	573 735	563 108	14 580	-3 952	608 669	603 726	13 956	-9 012

6.4.3 Ventilation des placements financiers par catégorie

En milliers d'euros	30 juin 2019		31 décembre 2018	
	Total	en % du total	Total	en % du total
Valorisation niveau 1	540 765	94,3%	573 204	94,2%
Valorisation niveau 2	32 435	5,7%	35 083	5,8%
Valorisation niveau 3		0,0%		0,0%
TOTAL	573 201	100%	608 287	100%

Valorisation niveau 1 : cours/prix cotés (non ajustés) issus de marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques ;
 Valorisation niveau 2 : données autres que les cours/prix cotés de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (par exemple, des prix), soit indirectement (par exemple, des éléments dérivant de prix) ;
 Valorisation niveau 3 : données sur l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (informations non observables).

Il n'y a pas eu de transfert significatif sur l'exercice entre le niveau 1 et le niveau 2.

6.4.4 Placements financiers comptabilisés en juste valeur

En milliers d'euros	Classification IFRS 9	Juste valeur mesurée par des données de marché		Juste valeur mesurée par des techniques de valorisation		Total	
		30 juin 2019	31 décembre 2018	30 juin 2019	31 décembre 2018	30 juin 2019	31 décembre 2018
Obligations en direct	JV-OCI R	131 843	142 228			131 843	142 228
OPCVM Obligataire	JV-P&L	61 522	45 849			61 522	45 849
Actions en direct	JV-OCI NR	3 433	3 126			3 433	3 126
OPCVM ACTIONS	JV-P&L	50 504	54 581			50 504	54 581
OPCVM ET FONDS DIVERSIFIES	JV-P&L	46 978	54 869			46 978	54 869
IMMOBILIER	JV-P&L			34 618	35 135	34 618	35 135
OPCVM MONETAIRE & DISPONIBILITES	JV-P&L	84 276	94 784			84 276	94 784
DEPOTS A TERME	COUT AMORTI	160 561	178 098			160 561	178 098
TOTAL PLACEMENTS FINANCIERS BRUT		538 893	573 535	34 618	35 135	573 735	608 669

APRIL a réalisé une analyse des clauses contractuelles pour chaque ligne d'actifs financiers présente dans son portefeuille.

L'ensemble des obligations en portefeuille au 30 juin 2019 répondent aux critères SPPI (Solely payment of principal & interest). L'analyse des termes contractuels démontre que les flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de principal et des paiements d'intérêts. Les principales composantes de taux d'intérêts étant la rémunération de la valeur temps de l'argent et/ou la rémunération du risque de crédit de la contrepartie.

L'analyse réalisée n'a pas relevé la présence d'autres composantes (ex : indexation sur le prix d'actions, instruments à taux variable type spread, indemnité de remboursement anticipé, ...) rendant tout l'instrument non SPPI.

En milliers d'euros	Notation des actifs	Valeur comptable	Juste valeur	Plus-values latentes	Moins-values latentes
Portefeuille Obligataire	AAA	12 521	13 256	734	
	AA	37 789	39 690	1 901	
	A	24 215	25 756	1 541	
	BBB	34 194	35 603	1 409	
	<BBB	7 188	7 425	237	
	NR	10 114	10 114		
TOTAL		126 021	131 843	5 822	0

La politique de gestion des placements est définie à travers les mandats de gestion signés entre le GIE Asset Management et les compagnies d'assurance du groupe APRIL. De manière générale, les mandats édictent les règles et politiques d'investissement à travers notamment les thématiques suivantes :

- l'univers de placement (type de titres admissibles, opérations autorisées...) ;
- les contraintes de gestion (ratios réglementaires, de dispersion des risques, contraintes comptables, gestion actif/passif,...) ;
- le suivi des risques de contrepartie/risque de crédit ;
- les objectifs de performance (rendement, performance financière) ;
- l'allocation cible ;
- la définition des normes de reporting et de la base titres.

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 9, le groupe APRIL a déterminé un montant d'Expected Credit Losses (ECL) sur son portefeuille obligataire répondant aux critères SPPI. Le montant des ECL est corrélé à une probabilité de défaut déterminée grâce au rating de l'émetteur et appliquée à la valeur de marché observée au 30 juin 2019.

En milliers d'euros	Notation des actifs	Ouverture	Dotation	Reprise	Clôture
	AAA	0		0	0
	AA	2		0	2
	A	7		1	6
Expected Credit Losses	BBB	47		4	43
	<BBB	68	21		89
	NR	256	138		394
Total		380	159	5	535

6.4.5 Approche par superposition

Actifs financiers désignés par l'approche par superposition

En milliers d'euros	Juste valeur	Coût historique	Plus-values latentes	Moins-values latentes
OPCVM Actions	43 829	38 206	5 623	
OPCVM et fonds diversifiés	41 635	43 384		-1 749
Immobilier	31 987	28 978	3 009	
TOTAL PLACEMENTS DESIGNES	117 451	110 568	8 632	-1 749

Dans un souci de simplification et de maîtrise de la volatilité sur le résultat, APRIL a fait le choix de désigner 100% des actifs éligibles à l'approche par superposition.

A la date de première année d'application de l'approche par superposition, aucun actif ne fait l'objet d'une annulation de désignation.

Note 6.5 Autres postes d'actif

6.5.1 Décomposition des créances

En milliers d'euros	30 juin 2019		31 décembre 2018	
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	142 230	142 230	126 767	126 767
Créances nées des opérations de cession de réassurance	38 933	38 933	33 589	33 589
Créances clients	675 132	675 132	265 878	265 878
Créance d'impôt exigible	13 716	13 716	7 123	7 123
Autres créances	78 856	78 856	29 827	29 827
TOTAL	948 867	948 867	463 182	463 182

La juste valeur des actifs n'est pas significativement différente du coût historique du fait de la nature de ces actifs et de leurs échéances à court terme.

La majorité des créances a une échéance inférieure à un an.

Les normes Groupe imposent la dépréciation des créances qui présentent un risque de recouvrement. Il n'existe donc pas de créance échue significative et non dépréciée au 30 juin 2019.

Le poste de créances clients intègre les éléments suivants :

- les créances relatives aux commissions. Les règles de comptabilisation sont exposées dans la partie 1.6 du document de référence 2018 ;
- les créances nées au moment de l'émission des primes. Certains courtiers effectuent les appels de cotisations et les encaissent, le poste de créances clients regroupe donc l'ensemble des primes appelées. Ces primes sont comptabilisées qu'à la date d'effet de la prise de garantie, et non à la date d'envoi des appels de prime

lorsque celle-ci est antérieure. Dans ce cas, une dette est constatée au passif vis-à-vis de l'assureur, qui ne sera payée que si l'assuré règle la prime ;

- les avances versées aux courtiers.

L'augmentation du poste de créances clients constatée par rapport au 31 décembre 2018 est liée essentiellement à la date de clôture. Au 30 juin 2018, le poste s'élevait à 609 263 K€.

Il n'existe pas d'actifs constatés liés aux coûts marginaux d'obtention du contrat et aux coûts d'exécution des contrats.

Les variations des autres postes d'actif liées aux variations de périmètre et aux écarts de conversion sur le premier semestre 2019 ne sont pas significatives.

6.5.2 Décomposition des autres postes d'actif

En milliers d'euros	30 juin 2019		31 décembre 2018	
	Valeur à l'actif	%	Valeur à l'actif	%
Comptes courants débiteurs	1 722	2%	1 262	4%
Débiteurs divers	12 145	15%	11 145	37%
Provision compte courant et débiteurs divers	-2 444	-3%	-3 072	-10%
Charges constatées d'avance	67 434	86%	20 491	69%
TOTAL AUTRES CREANCES	78 856	100%	29 827	100%

Le poste « débiteurs divers » intègre les créances fiscales (hors IS) et sociales, ainsi que les autres créances d'exploitation.

Les charges constatées d'avance correspondent notamment aux rétrocessions de commissions pour lesquelles la fraction des contrats n'a pas été exécutée. L'augmentation de ce poste constatée par rapport au 31 décembre 2018 est liée essentiellement à la date de clôture. Au 30 juin 2018, le poste s'élevait à 67 176 K€.

En milliers d'euros	30 juin 2019		31 décembre 2018	
	Valeur à l'actif	%	Valeur à l'actif	%
Prêts et Dépôts et cautionnements	8 233	92%	8 190	93%
Intérêts et autres immobilisations financières	0	0%	0	0%
Autres	716	8%	622	7%
TOTAL AUTRES ACTIFS NON COURANTS	8 950	100%	8 812	100%

En milliers d'euros	30 juin 2019		31 décembre 2018	
	Valeur à l'actif	%	Valeur à l'actif	%
Valeurs mobilières de placement	960	1%	960	1%
Provision sur valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	175 954	99%	135 254	99%
TOTAL TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	176 914	100%	136 214	100%

Il n'y a pas de montant de trésorerie soumise à des restrictions significatives.

La trésorerie est principalement en euros.

Note 6.6 Actions propres

Il a été procédé au cours de l'exercice 2019 à l'achat total de 21 actions, à la vente de 71 actions et à la distribution de 85 actions issues d'anciens plans. Ces opérations ont dégagé un profit de 0 K€ comptabilisé directement en variation des capitaux propres consolidés.

261 122 actions auto-détenues, initialement affectées à l'objectif de « croissance externe », ont été affectées à l'objectif de « couverture des plans d'attribution gratuite d'actions » afin d'être utilisées dans le cadre de l'attribution définitive des actions (cf note 9).

Au 30 juin 2019, la société APRIL détient donc 105 694 de ses propres actions acquises à un prix moyen de 15,22 €. Ces actions propres sont comptabilisées en diminution des capitaux propres pour un montant de 1,6 M€.

Note 6.7 Provisions techniques des contrats d'assurance

En milliers d'euros	Santé - Prévoyance		Dommage		Total Assurance	
	30 juin 2019	31 décembre 2018	30 juin 2019	31 décembre 2018	30 juin 2019	31 décembre 2018
Provisions mathématiques	112 233	111 140	24 496	24 704	136 729	135 844
Provisions pour primes non acquises	107 930	2 085	44 450	22 603	152 380	24 688
Provisions pour sinistres ⁽¹⁾	231 796	209 535	140 786	132 097	372 582	341 631
Provisions résultant des tests de recouvrabilité						
Provisions pour participation aux bénéfices						
Provisions pour risques en cours			1 663	1 539	1 663	1 539
Autres provisions	10				10	
PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES - CONTRATS D'ASSURANCE	451 969	322 760	211 395	180 943	663 364	503 702
Provisions mathématiques cédées	15 243	30 045			15 243	30 045
Provisions pour primes non acquises cédées			3 345	1 299	3 345	1 299
Provisions pour sinistres cédées ⁽²⁾	145 608	124 588	65 399	58 596	211 007	183 184
Provisions résultant des tests de recouvrabilité cédées						
Provisions pour participation aux bénéfices						
Provisions pour risque en cours						
Autres provisions cédées						
PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES - CONTRATS D'ASSURANCE	160 851	154 633	68 744	59 894	229 595	214 528
PROVISIONS TECHNIQUES NETTES	291 118	168 126	142 651	121 048	433 769	289 174
(1) dont IBNR =	52 940	33 037	20 998	35 008	73 938	68 045
dont provisions pour frais de gestion	4 815	5 267	8 275	11 250	13 090	16 517
(2) dont IBNR =	7 836	18 716	-2 268	3 841	5 568	22 557
dont provisions pour frais de gestion						

⁽¹⁾ Dont provisions mathématiques

⁽²⁾ Sur exercice et antérieurs

6.7.1 Evolution des provisions techniques

Evolution des valeurs brutes

En milliers d'euros	Santé-Prévoyance		Dommage		Total	
	30 juin 2019	31 décembre 2018	30 juin 2019	31 décembre 2018	30 juin 2019	31 décembre 2018
PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES A REGLER AU 1^{ER} JANVIER ⁽¹⁾	320 538	303 234	156 938	166 589	477 476	469 823
Charge de sinistre totale ⁽²⁾	-58 451	223 463	51 449	89 480	-7 002	312 943
Paielements totaux ^{(2) (3)}	81 942	-206 160	-43 104	-99 131	38 838	-305 290
Variation du périmètre de consolidation et changements de méthode comptable						
Variations de change						
PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES A REGLER A FIN DE PERIODE	344 029	320 538	165 283	156 938	509 312	477 476

⁽¹⁾ Dont provisions mathématiques

⁽²⁾ Sur exercice et antérieurs

⁽³⁾ A retrancher car inclus dans la charge de sinistre totale

Evolution des parts des réassureurs

En milliers d'euros	Santé-Prévoyance		Dommage		Total	
	30 juin 2019	31 décembre 2018	30 juin 2019	31 décembre 2018	30 juin 2019	31 décembre 2018
PART DES REASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES A REGLER AU 1^{ER} JANVIER ⁽¹⁾	155 349	146 957	57 880	76 437	213 229	223 394
Charge de sinistre totale ⁽²⁾	-50 908	-117 605	25 286	24 973	-25 622	-92 633
Paielements totaux ^{(2) (3)}	56 410	125 997	-17 767	-43 530	38 643	82 467
Variation du périmètre de consolidation et changements de méthode comptable						
Variations de change						
PART DES REASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES A REGLER A FIN DE PERIODE	160 850	155 349	65 399	57 880	226 249	213 229

⁽¹⁾ Dont provisions mathématiques

⁽²⁾ Sur exercice et antérieurs

⁽³⁾ A retrancher car inclus dans la charge de sinistre totale

Note 6.8 Provisions pour risques et charges et passifs éventuels

Provisions pour risques et charges

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2018	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements *	30 juin 2019
Provisions litiges	7 388	458	-1 320	-2 089	10	4 447
Provisions retraite	3 412	532	-83	0	769	4 629
Autres provisions risques et charges	27 009	5 661	-1 161	-217	31	31 323
TOTAL	37 809	6 650	-2 564	-2 307	810	40 399

* Les "autres mouvements" comprennent principalement les écarts actuariels pour +0,8 M€

Les provisions pour litiges correspondent essentiellement à des litiges nés dans le cadre des activités opérationnelles des sociétés du groupe APRIL, dont aucun ne représente individuellement un montant significatif et aucune provision n'a été comptabilisée en non courant.

Le tableau des mouvements de la provision pour retraite sur le premier semestre 2019 est présenté ci-après :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2018	Coût services rendus	Coût financiers	Sous total charges nettes	Cotisations	Dépôts IFC	Autres éléments du résultat global	Autres (dont écarts de conversion)	30 juin 2019
Engagement total	8 488	394	93	487			766	2	9 744
Engagement externalisé	-5 077		-38	-38					-5 115
TOTAL PROVISION RETRAITE	3 412	394	55	449			766	2	4 629

Comme indiqué en note 1.4.2, les écarts actuariels constatés en autres éléments du résultat global sur le 1^{er} semestre 2019 sont liés à la baisse du taux d'actualisation.

Les autres provisions pour risques et charges couvrent les risques liés à l'exploitation courante des sociétés du groupe et les risques fiscaux. Comme indiqué en note 1.2, et dans l'attente de la réponse à la saisine de l'IFRS IC, le groupe a maintenu une présentation des provisions pour risques fiscaux en provisions pour risques.

Suite aux investigations menées au titre des exercices 2007 à 2015 sur la territorialité de l'activité de réassurance de sa filiale Axeria Ré, implantée à Malte, le groupe APRIL a reçu le 21 décembre 2018 une proposition de rectification prévoyant un rappel d'un montant global de 69,8 M€. La proposition de rectification porte principalement sur la notion de siège de direction effectif.

Le groupe APRIL, assisté de ses conseils, conteste cette position rappelant que son activité de réassurance est effectivement opérée depuis le territoire Maltais, qu'elle est, à ce titre supervisée par la Malta Financial Services Authority, qu'elle est en conformité avec la réglementation européenne applicable et les pratiques de marché et que les organes de direction et de gouvernance d'Axeria Ré sont situés à Malte.

A la suite des derniers échanges avec l'administration fiscale, la provision pour couvrir ce risque a été augmentée à 20 M€ au 30 juin 2019 contre 15 M€ au 31 décembre 2018.

Passifs éventuels

Néant.

Note 6.9 Passifs financiers

6.9.1 Décomposition des passifs financiers

En milliers d'euros	30 juin 2019		31 décembre 2018	
	Valeur au passif	%	Valeur au passif	%
Emprunts auprès d'établissements de crédits	11 842	11%	13 962	27%
Dettes sur obligations locatives (a)	62 528	59%		
Autres dettes financières	31 478	30%	37 914	73%
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES COMPTABILISEES AU COUT AMORTI	105 848	100%	51 876	100%
TOTAL	105 848	100%	51 876	100%

(a) Ces passifs sont liés à l'application de la norme IFRS 16. Comme indiqué en note 1.3, les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

Les emprunts auprès d'établissement de crédits intègrent au 30 juin 2019 une dette bancaire souscrite sur la holding au deuxième trimestre 2017, dont le montant net de remboursement s'établit à 11,7 M€.

Les autres dettes financières comprennent essentiellement les compléments de prix pour 4,5 M€ (contre 5,3 M€ au 31 décembre 2018) et les dettes actualisées relatives aux engagements de rachat des minoritaires pour 26,8 M€ au 30 juin 2019 (contre 32,5 M€ au 31 décembre 2018). Les variations correspondent principalement au rachat des minoritaires sur le premier semestre 2019 (cf note 3.1).

Note 6.10 Autres postes de passif

6.10.1 Décomposition des autres passifs

En milliers d'euros	30 juin 2019		31 décembre 2018	
	Valeur au passif	%	Valeur au passif	%
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	82 792	9%	51 547	9%
Dettes nées des opérations de réassurance cédées	73 112	8%	61 830	11%
Dettes d'exploitation	521 999	57%	344 080	59%
Dettes d'impôts exigibles	2 658	0%	2 549	0%
Autres dettes	228 701	25%	119 924	21%
TOTAL	909 261	100%	579 929	100%

L'essentiel des autres passifs a un terme inférieur à un an.

L'augmentation constatée par rapport au 31 décembre 2018 est liée essentiellement à la date de clôture.

6.10.2 Décomposition des autres postes de passif

En milliers d'euros	30 juin 2019		31 décembre 2018	
	Valeur au passif		Valeur au passif	
Concours bancaires courants	19 384		16 317	

En milliers d'euros	30 juin 2019		31 décembre 2018	
	Valeur au passif	%	Valeur au passif	%
Dettes sociales	45 328	20%	54 084	45%
Dettes fiscales (hors IS)	15 041	7%	12 298	10%
Comptes courants créditeurs	1 282	1%	1 300	1%
Dettes diverses	7 618	3%	6 871	6%
Produits constatés d'avance	159 431	70%	45 372	38%
TOTAL AUTRES DETTES	228 701	100%	119 924	100%

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2019		31 décembre 2018	
	Valeur au passif	%	Valeur au passif	%
Fournisseurs	508 569	97%	312 263	91%
Avances et acomptes reçus	13 428	3%	31 817	9%
Fournisseurs d'immobilisations	1	0%	0	0%
TOTAL DETTES D'EXPLOITATION	521 999	100%	344 080	100%

Le poste de dettes d'exploitation intègre les éléments suivants :

- les primes nettes des commissions à reverser aux assureurs ;
- les dettes à reverser aux courtiers ;
- les fonds de roulement versés par les assureurs ;
- les avances sur sinistres reçues des assureurs.

L'augmentation du poste de dettes d'exploitation constatée par rapport au 31 décembre 2018 est liée essentiellement à la date de clôture. Au 30 juin 2018, le poste s'élevait à 462 208 K€.

Les produits constatés d'avance correspondent aux commissions pour lesquelles la fraction des contrats n'a pas été exécutée. L'augmentation de ce poste constatée par rapport au 31 décembre 2018 est liée essentiellement à la date de clôture. Au 30 juin 2018, le poste s'élevait à 143 734 K€.

Les variations des « autres postes de passif » liées aux variations de périmètre et aux écarts de conversion sur le premier semestre 2019 ne sont pas significatives.

Note 6.11 Instruments financiers dérivés à terme

Au 30 juin 2019, le groupe APRIL ne possède aucun instrument financier dérivé à terme.

Note 7 Notes sur le tableau de flux de trésorerie

Note 7.1 Charges nettes sans effet sur la trésorerie

En milliers d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018
Dotations nettes aux amortissements et provisions pour risques et charges	29 449	8 112
<i>Dont dotations nettes aux amortissements IFRS 16</i>	6 055	0
Variation des provisions pour sinistres	19 756	16 690
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-2 138	1 661
Variation de valeur des écarts d'acquisition		
Charges et produits calculés liés aux stocks options et assimilés	-749	1 465
Impôts différés	2 080	1 063
Autres	1 065	0
TOTAL	49 464	28 990

Note 7.2 Capacité d'autofinancement

En milliers d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018
Résultat net des activités poursuivies	14 775	28 117
Elimination des charges sans effet sur la trésorerie	49 464	28 990
Elimination des résultats sur cessions et autres	365	366
<i>Dont Elimination des résultats sur cessions IFRS 16</i>	-2	0
Neutralisation du résultat des sociétés mises en équivalence	136	77
TOTAL	64 741	57 550

Note 7.3 Variation du BFR lié à l'activité

En milliers d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018
Variation créances & dettes nées des opérations d'assurance	146 458	138 998
Autres variations des créances et dettes	-179 062	-162 142
TOTAL	-32 603	-23 145

Note 7.4 Trésorerie

Etat de situation financière

En milliers d'euros	1 janvier 2019	Variation	30 juin 2019
Soldes bancaires	135 254	40 700	175 954
Placements court terme	960	0	960
Concours bancaires courants	-16 317	-3 067	-19 384
TOTAL	119 897	37 632	157 530

Note 7.5 Trésorerie nette retraitée

La trésorerie nette retraitée correspond à la trésorerie définie ci-dessus (cf. note 7.4) augmentée des comptes à terme ouverts au nom de la société APRIL qui sont classés au sein de la rubrique des « placements financiers » du bilan.

Etat de situation financière

En milliers d'euros	1 janvier 2019	Variation	30 juin 2019
TOTAL TRESORERIE NETTE	119 897	37 632	157 530
Comptes à terme	64 824	-7 747	57 077
TOTAL TRESORERIE NETTE RETRAITEE	184 721	29 886	214 607

Note 8 Transactions avec les parties liées

Au 30 juin 2019, le groupe n'a pas réalisé d'opérations avec des parties liées.

La fondation d'Entreprise APRIL, créée à l'initiative du groupe APRIL dans le but de promouvoir, développer et diffuser la santé pour tous, a obtenu des différentes filiales d'APRIL un don de 500 K€ au cours du premier semestre 2019.

Note 9 Paiements sur base d'actions

Dans le cadre de l'autorisation consentie au Conseil d'administration par l'Assemblée générale, le Conseil a décidé la mise en place de plans d'attribution gratuite d'actions dont les dates d'attribution initiale sont le 28 avril 2016 (Plan 2016) et le 7 mars 2018 (Plan 2018).

Suite à la décision du Directeur Général du 1^{er} avril 2019, au titre de ces plans, 398 448 actions ont été définitivement attribuées.

Les 398 448 actions définitivement acquises proviennent :

- des actions auto-détenues à hauteur de 261 122 actions. Ces actions auto-détenues, initialement affectées à l'objectif de « croissance externe », ont été préalablement réaffectées à l'objectif de « couverture des plans d'attribution gratuite d'actions »
- d'une augmentation de capital par voie d'émission de 137 326 actions nouvelles de 0,40 € de valeur nominale chacune, représentant un montant total de 54 930,40 €, par incorporation de réserves.

Conformément à la norme IFRS 2, le coût des services reçus rémunéré en actions aux employés est comptabilisé en charges de personnel dans le compte de résultat en contrepartie des capitaux propres au passif des comptes consolidés, sur la période d'acquisition des droits. Le montant de la juste valeur cumulée est figé à la date d'acquisition des droits pour la quote-part des droits acquis.

A ce titre, le montant comptabilisé au 30 juin 2019 s'élève à 842 K€ contre 1 464 K€ au 30 juin 2018.

Note 10 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan du groupe vis-à-vis de tiers au 30 juin 2019 sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Engagements donnés	Engagements reçus	
Nantissements	4 327	153 427	(1)
Cautions	1 513	2 260	
Autres	150	42 229	(2)
TOTAL	5 990	197 915	

(1) : nantissements reçus dans le cadre d'opérations de réassurance

(2) : cette rubrique comprend principalement les garanties de passif liées aux opérations d'acquisitions / cessions

Les engagements de loyers liés aux contrats de location ne sont plus indiqués, suite à la 1^{ère} application de la norme IFRS 16 (cf note 1.3). Les engagements de loyers liés aux contrats rentrant dans le champ des exemptions prévues par les normes (copieurs,...), et des contrats non retraités compte tenu de leur caractère non matériel (location de véhicules,...) ne sont pas indiqués, compte tenu de leur impact non significatif. Ils n'étaient pas indiqués les années précédentes.

Note 11 Résultat net et dividendes

La société calcule un résultat par action et un résultat par action sur une base totalement diluée.

Le résultat par action ne tient pas compte des actions potentielles. Il est établi sur la base du nombre moyen d'actions en circulation pondéré sur la période.

Le résultat par action sur une base totalement diluée est établi en prenant en compte les actions dilutives émises au titre des plans de stock-options et des attributions gratuites d'actions.

Le résultat par action se présente ainsi :

<i>En milliers d'euros (sauf exception)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
RESULTAT NET	14 044	27 543
Nombre d'actions ordinaires pondérées à l'ouverture (en millier)	40 537	40 536
Emission d'actions hors options (en millier)	137	
Exercice d'options		
Titres d'autocontrôle (en millier)	261	-2
NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES PONDEREES	40 936	40 534
RESULTAT NET PAR ACTION	0,34	0,68
Instruments dilutifs : stock options et AGA	0	634
NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES PONDEREES APRES INTEGRATION DES INSTRUMENTS POTENTIELS DILUTIFS	40 936	41 167
RESULTAT NET (EVENTUELLEMENT IMPACTE DES INSTRUMENTS DILUTIFS)		
RESULTAT NET PAR ACTION DILUE	0,34	0,67

En l'absence d'impact significatif, le groupe n'a pas présenté l'impact de l'application d'IFRS 16 sur le résultat dilué par action.

Les dividendes versés en 2019, 2018 et 2017 au titre des exercices 2018, 2017 et 2016 se sont élevés respectivement à 6 959 K€ (soit 0,17€ par action), 10 945 K€ (soit 0,27€ par action) et 10 538 K€ (soit 0,26€ par action).

Note 12 Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

4

Rapport des commissaires aux comptes

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2019

Aux actionnaires de la société APRIL,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société April, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 1.1 Cadre général » relative aux nouvelles normes d'application obligatoire, et en particulier la norme IFRS 16, dont l'incidence au 30 juin 2019 est présentée en note « 1.3 Première application de la norme IFRS 16 relative aux contrats de location ».

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Villeurbanne et Lyon, le 5 septembre 2019
Les Commissaires aux Comptes

MAZARS
Nicolas Dusson
Damien Meunier

DELOITTE & ASSOCIES
Vanessa Girardet

**Pour rester en contact et poursuivre l'échange,
rejoignez-nous sur :**

 linkedin.com/company/APRIL-assurances
 facebook.com/AssurancesAPRIL
 [@GroupeAPRIL](https://twitter.com/GroupeAPRIL)



APRIL – 114 boulevard Marius Vivier-Merle – 69439 Lyon Cedex 03 – France
S.A. au capital de 16 416 584,40 € – 377 994 553 RCS Lyon
Intermédiaire en assurances immatriculé à l'ORIAS sous le n°07 019 355 (www.orias.fr)

APRIL.COM